

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE CRÉATION EN MÉDITERRANÉE

Le combat pour la consécration, la bataille pour la protection

Les peuples de la Méditerranée s'efforcent de construire, par le biais de leurs gouvernements respectifs, un destin partagé. La société civile des pays autour de la Grande Bleue se veut constructive. Elle s'active. Elle relève des insuffisances mais fait des propositions. L'organisation à Istanbul, les 18 et 19 décembre derniers, d'un séminaire sur la liberté d'expression et de création entre dans une vision participative citoyenne.

Propos recueillis
par Abachi L.

L'ouverture de ce séminaire a été rehaussée par la présence des ambassadeurs de Suède, pays qui assure la présidence de l'UE, d'Espagne, à qui échoit le prochain mandat de la gestion de cette organisation, de France, pour l'Union pour la Méditerranée, et de Turquie, pays hôte. Cette présence massive et de qualité démontre l'importance de l'ordre du jour débattu. Cette rencontre vient, rappelons-le, après le forum civil des ONG méditerranéennes qui s'est déroulé à Marseille en 2008, pour examiner les thèmes des droits de l'homme, de la culture, de l'environnement et la migration humaine, de la question de la femme des deux rives ainsi que de celui de la jeunesse et de l'éducation.

CONSOLIDATION DES LIBERTÉS

En matière de liberté d'expression et de création, rien n'est définitivement acquis. Tout est à protéger, y compris dans les pays où la protection de cette liberté est institutionnalisée. C'est le sentiment qui a prévalu à l'issue des interventions d'Agnès Tricoire, de la Ligue française des droits de l'homme, et d'Ornella D'Agostina, artiste chorégraphe italienne.

Ces deux militantes des droits de l'homme et de la démocratie intervenaient dans le panel consacré à la liberté d'expression et d'opinion. La première a mis en alerte l'auditoire sur l'incursion de l'extrême droite dans la sphère de l'art pour censurer la création artistique. Cette mouvance extrémiste s'approprie, selon elle, les symboles religieux avant de tenter de partir à l'assaut des travaux des créateurs libres. Des extrémistes religieux harcèlent également auteurs, compositeurs et peintres, en jugeant, parfois, les œuvres blasphématoires. La lutte est même portée par les militants des droits de l'homme à l'encontre de la justice pour mettre à nu des a priori et des attendus moralisateurs justifiant des interdictions.

Agnès Tricoire cite, pour l'exemple, plusieurs cas de conflits avec l'Eglise. De son côté, D'Agostina estime que la liberté de créer est une dyna-

mique constante. «Si l'environnement ne peut pas produire un climat de débat, alors la liberté est forcément altérée», dira-t-elle. Elle s'attaquera, en outre, au système d'information télévisuel en cours, qu'elle trouve peu démocratique. Elle estime que l'échange entre le consommateur de l'information et l'informateur est absent. Par conséquent, la télévision ne débite simplement qu'un monologue. Pour elle, la censure et l'autocensure se développent en Italie. Elle met à l'index d'énormes intérêts économiques et financiers. Cette réalité n'est pas à inscrire exclusivement au passif de l'Italie. Elle tend malheureusement à se généraliser.

En tout état de cause, en dépit des insuffisances, la liberté d'expression existe sur la rive nord de la Méditerranée. Les militants restent néanmoins vigilants et mènent une bataille pour consolider cette liberté.

En cadrant les thèmes débattus, les organisateurs font comprendre que sans liberté d'expression, la société civile ne peut critiquer, encore moins faire des propositions, pour tirer les sociétés vers le progrès. «Le partenariat euro-méditerranéen, fondé sur la volonté de partager un destin commun, respectueux de la diversité des pays qui le composent, doit aussi s'appuyer sur le respect des valeurs et des principes qui sont inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme», lit-on dans le préambule de ce conclave.

LE COMBAT DE LA CONSÉCRATION

Pour ce qui concerne la rive sud de la Grande Bleue, s'agissant de la liberté d'expression et de création, les participants, notamment ceux de la rive sud, ont rapidement fait le constat.

Le combat pour l'avènement de la liberté d'expression attend l'adhésion d'un plus grand nombre de militants pour venir à bout des réticences solidement ancrées dans la culture des gouvernants. Rebondissant après la conférence donnée par le Tunisien Lotfi Hidouri, animateur de media sur le web Kalima-Tunisie, sur l'utilisation de l'Internet et la censure imposée par les autorités tunisiennes, Gisèle, militante associative, a fait une incursion dans le système de gouvernance usité particulièrement dans le monde



Photo : DR

arabe. L'intervenante pense que ce système est basé sur la négation de l'homme en tant que sujet porteur d'aspirations et de convictions politiques. Elle dénonce, également, le discours mystificateur usité par les dirigeants du Sud pour pérenniser leur fratrie au pouvoir. «La verticalité, allusion au système de pouvoir, n'admet pas d'individus autonomes particulièrement lorsque il s'agit de jeunes ou de femmes. L'individu fait cas de loyauté absolue au patriarcat ; dans le cas contraire, il est exclu de la communauté», conclura-t-elle.

Sur ce, un représentant égyptien a fait le parallèle entre les fausses statistiques déclarées par le gouvernement de son pays concernant le taux de chômage et la négation de l'individu en tant qu'être autonome. Ce n'est malheureusement pas une démarche exclusive à l'Egypte. S'agissant de la censure, Lotfi affirme que 80 % de la population de la classe moyenne tunisienne est consommatrice des services de l'Internet mais que le pouvoir politique censure.

«Des détournements de messages ont été constatés par les journalistes tunisiens. Les gérants des cybercafés sont

fichés et placés sous le contrôle de la police. De plus, l'internaute doit être en possession d'un code qui l'identifie pour pouvoir se connecter», dira-t-il. Il déplore, par ailleurs, le fait que l'ONU ait confié à ce pays (la Tunisie) l'organisation, en 2008, de la rencontre universelle sur les nouvelles techniques de communication; faute d'instaurer encore mieux la démocratie, elle a augmenté la répression contre la liberté d'expression.

AMBIVALENCE DES PAYS DU NORD

Pour notre part, invité à la tribune par Barbara Tomassini qui présida le panel «concepts et réalités», nous avons exposé à l'auditoire les difficultés que rencontrent les créateurs algériens, singulièrement dans le domaine politique.

Les pouvoirs publics refusent d'agréer des partis politiques, des associations ou des syndicats autonomes. Nous avons rappelé à l'assistance le sacrifice, unique en Méditerranée, consenti par la presse algérienne pour, justement, préserver les espaces de liberté. L'exposé a été complété par l'expérience depuis 1989 de la presse indépendante algérienne, qui fait face à des difficultés d'ordre

sécuritaire, politique, judiciaire, économique et social. Nous avons dit, aussi, que le développement de la liberté d'expression en Algérie est inévitable. Elle reste, de notre avis, une exigence de la nouvelle génération de jeunes, qui veut vivre avec son temps. Lors des débats, l'ambivalence du discours des gouvernements du Nord a été soulignée. Nous avons dit que ces derniers exigent, dans des tribunes internationales, le respect des libertés individuelles et des droits de l'homme. Cependant, ils observent le silence lorsque des abus sont constatés dans le Sud. Pis encore, pour des questions économiques, ils apportent le soutien aux régimes mis en cause. Une situation concrète d'abus, passés sous silence, a été développée.

En revanche, l'intervention publique au détriment de la souveraineté nationale, des responsables politiques des pays du Nord, au sujet des amendements de la loi de finances 2009 visant à mettre fin un tant soit peu à l'hémorragie des devises algériennes, a été dénoncée. Les intellectuels présents ont fait part de leur compréhension et de leur soutien.

Abachi L.

LE PRÉSIDENT DE LA PLATEFORME EUROMED AU SOIR D'ALGÉRIE : «Faire entendre la voix de la société civile méditerranéenne»

A mi-chemin du déroulement du séminaire portant liberté d'expression et de création, tenu les 18 et 19 décembre derniers à Istanbul (Turquie), nous avons accosté M. Abdelmaksoud Rachid, président de la Plateforme non gouvernementale EuroMed. Il a bien voulu nous entretenir des problèmes qui se posent autour de la Grande Bleue et des grandes tâches que s'attribue la Plateforme qu'il préside.

Le Soir d'Algérie : Quel premier bilan faites-vous de cette rencontre ?

M. Abdelmaksoud Rachid : Je crois que c'est un bilan positif. Et pour cause, à la veille de la seconde assemblée générale qui s'est tenue en 2007 à Madrid, nous avons vécu une situation catastrophique découlant d'une défaillance structurelle et de management.

Je crois que depuis cette date, nous avons repris notre crédibilité politique. Nous étions présents dans les forums et les dialogues institutionnels de la Méditerranée, nous avons fait entendre la voix de la société civile.

C'est donc une véritable renaissance de la Plateforme EuroMed, de sa visibilité et de la société civile dans sa composante multiculturelle. Nous gagnons, en outre, en crédibilité par rapport aux institutions européennes. La Méditerranée, c'est le Nord et le Sud. Nous ne sommes pas les mêmes. Nous n'avons pas les mêmes approches sur un grand nombre de problèmes. Il nous reste beaucoup de travail à faire. Nous arrivons, cependant, à communiquer et à partager beaucoup de choses.

Allez-vous faire des propositions en matière de respect des

libertés d'expression et de création ?

Nous avons eu des débats divers, fort riches et constructifs. Cela nous permettra d'ouvrir des pistes dans le sens du droit à l'expression et à la création, permettant aux gens de se retrouver et de travailler ensemble dans le respect de l'universalité.

Les pays de la rive sud de la Méditerranée ont beaucoup de retard en matière de respect du droit de création et d'expression. Que compte faire la société civile pour combler ce déficit ?

Ecoutez, la société civile ne peut remplacer ni les Etats ni les gouvernements ou les partis politiques là où ils existent. La société civile fera néanmoins entendre sa voix de la meilleure façon pour qu'elle soit influente. Créer une opinion publique est extrêmement important.

Multiplier les débats sur des sujets, cela ne peut être que bénéfique pour notre région, permettant ainsi aux uns et aux autres de s'exprimer pour garantir, également, un vrai débat sur l'avenir commun. Je crois que nous sommes interpellés, en tant que riverains du Sud, quant à nous développer, à garantir la participa-



Photos : DR

tion effective des citoyens et à permettre à la société civile de s'émanciper pour acquérir une voix respectable dans toute la région.

Les gouvernements de la Méditerranée sont-ils à l'écoute des préoccupations de la société civile ?

Presque tous les gouvernements européens ont répondu favorablement à notre sollicitation pour l'organisation de ce séminaire. Vous avez certainement remarqué la présence de leurs ambassadeurs. C'est une première pour la société civile. Nous avons pris contact avec les gouvernements marocain et égyptien et nous attendons leurs réponses. Nous contacterons tous les gouvernements, mais nous manquons de

moyens et de compétences. A l'occasion, nous lancerons un appel, à tous les gouvernements du Sud, à travailler dans le respect des uns et des autres, avec la société civile du Nord et du Sud.

On constate l'absence de participants algériens à cette rencontre. A quoi, selon vous, est due cette défection ?

Nous avons invité six personnes, qui se sont excusées à la dernière minute. Effectivement, des militants travaillent avec nous dans le cadre de la Plateforme. Leurs agendas ne leur ont certainement pas permis d'être présents à ce forum.

Quelles sont les grandes préoccupations de la société civile méditerranéenne dans les

secteurs de l'économie, du social, de la culture et de l'écologie ?

La grande priorité de l'heure reste, pour nous, l'application de la Charte de Chypre, adoptée en 2004. L'instauration d'un dialogue entre les composantes de la société civile fait également partie de nos préoccupations. Evidemment, la chose n'est pas aisée entre les parties nord et sud de la Méditerranée. Rapporter et défendre des propositions au niveau des institutions européennes, travailler pour la paix, la sécurité, la stabilité, pour le développement démocratique, le respect des droits de l'homme et l'égalité des chances entre les personnes, sont aussi nos priorités.

Propos recueillis par Abachi L.

PLATEFORME NON GOUVERNEMENTALE EUROMED Troisième assemblée générale

Les organisations méditerranéennes de la société civile regroupées au sein de la plateforme EuroMed ont tenu, le 20 décembre dernier à Istanbul, leur troisième assemblée générale ordinaire. La présence de Per Carson, directeur au ministère des Affaires étrangères de Suède, pays qui assure la présidence de l'UE, et de Paqui Santonja Mayor, conseillère exécutive au ministère espagnol des Affaires étrangères, pays qui assurera la prochaine présidence de l'UE, dénote de l'importance qu'accordent les Européens à l'implication de la société civile dans la construction d'un partenariat entre pays riverains de la Méditerranée, projeté dans le cadre du processus de l'Union pour la Méditerranée (UPM).

Cette présence est également à considérer sous l'angle de la crédibilité dont jouit la Plateforme EuroMed.

Le Marocain Abdelmaksoud Rachid, président sortant de la Plateforme non gouvernementale EuroMed, a présenté un long rapport moral. A l'écoute du parcours réalisé depuis la signature de cette Plateforme par laquelle ce conglomerat d'ONG est regroupé sous la bannière de la charte de Chypre, l'observateur déduira



que cet ensemble de réseaux associatifs s'impose comme partenaire incontournable en Méditerranée. Pour l'Histoire, cette organisation est composée de réseaux régionaux, sous-régionaux et locaux qui adhèrent aux 9 principes contenus dans la Plateforme de Chypre (Plateforme non

gouvernementale EuroMed), document programme issu du rassemblement des ONG dans ce pays en 2004.

Ces engagements concernent les droits humains universels, la démocratie, le pluralisme et la participation citoyenne, la primauté de la liberté de conscience, d'ex-

pression et de création, la lutte contre toute forme de discrimination, le droit des peuples à l'autodétermination et à celui de lutter contre toute forme d'occupation, la légitimité du droit international, l'autonomie de la société civile et, enfin, le droit au développement durable et l'éradication de la pauvreté.

Cette organisation de dialogue, d'échanges et de formation est dirigée par un conseil d'administration. Celui élu le 20 décembre comprend la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), Euro-Méditerranéen Human Rights network, le Comité de suivi de l'environnement MIO-ECSDE, le Forum méditerranéen des cultures, le réseau Arab-NGO-Développement, l'Association des femmes de l'Europe méridionale, Fondazione méditerranée, ainsi que les réseaux Euromed du Liban, du Maroc, d'Espagne, de Tunisie, de France, d'Egypte et de Palestine. Ce conseil est dirigé par un bureau exécutif dont le président, le Marocain Abdelmaksoud Rachid, a été réélu pour un second mandat. Son vice-président et le secrétaire général sont respectivement Gérarda Ventura et Michel Tubiana.

Abachi L.